
TITRE : Promotion de l'entrepreneuriat et dynamique du développement régional au Maroc

Bouchra BENRAÏSS : Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, FSJES Fès, Département des Sciences Economiques et de Gestion, Laboratoire Interdisciplinaire de Recherche en Economie et Management.

Mounir ELMACHKOUR : Université Sidi Mohamed Ben Abdellah, FSJES Fès, Département des Sciences Economiques et de Gestion, Laboratoire de Recherche sur l'Entreprise et le Développement Local.

Résumé :

Nul ne peut ignorer l'importance de l'entrepreneuriat dans le développement des pays et des sociétés. En effet, dans un contexte international, national et régional caractérisé par l'urgence des réponses à apporter aux problèmes imposés par les jeunes et les promoteurs de projet, la recherche d'idées novatrices suppose la prolifération de la sensibilisation et de la mise en place de politiques favorisant l'esprit d'entreprendre. La promotion de cet esprit est devenue, de nos jours, un vecteur décisif dans tous les politiques du développement régional aussi bien dans les processus de création de richesse et d'emploi.

Dans cet article pourtant sur une réflexion théorique, nous partirons, dans un premier temps, de la pensée économique relative au développement régional afin d'arriver rapidement à l'importance de l'entrepreneuriat dans la dynamique des régions. Dans un deuxième temps, nous définirons les programmes et les démarches mises en œuvre par les institutions publiques et privées pour promouvoir l'esprit entrepreneurial au Maroc.

Mots clés : développement régional durable, entrepreneuriat social, acteur de l'ESS, régionalisation avancée, statut de l'auto-entrepreneur, programme de création de TPE « MOUKAWALATI », centres régionaux d'investissement.

Introduction

Mondialisation de l'économie, accords de libre-échange, privatisation, extrême sensibilité des marchés financiers, influences extérieures, interventions et régulation de l'Etat... Des changements ont poussé les sociétés à questionner avec sérieux les modèles de développement et, par conséquent, les mécanismes de régulation au niveau régional. A cet effet, nul ne peut négliger l'impact et l'importance de l'entrepreneuriat dans le développement des pays et des sociétés. Dans un contexte international, national et régional caractérisé par l'urgence des réponses à apporter aux problèmes imposés par les jeunes et les promoteurs de projet, la recherche d'idées novatrices suppose la prolifération de la sensibilisation et de la mise en place de politiques favorisant l'esprit d'entreprendre.

L'entrepreneuriat social est au cœur de l'actualité économique. Ses conceptualisations s'imposent progressivement dans le monde des organisations et s'intéressent davantage aux profils et aux missions sociales des dirigeants et mettent l'accent sur la dynamique collective et le processus d'innovation au sein de l'organisation. Evoquer la thématique de l'entrepreneuriat social, consiste à mettre l'accent sur son importance dans la dynamique du développement régional - notamment les politiques de la croissance socio-économique - et le rôle des acteurs de l'économie sociale et solidaire. Bref, au-delà des modalités de créations des entreprises, notamment les PME et les TPE, il s'agit d'accorder une importance particulière à la nature de compromis et de coopération entre acteurs au niveau local.

La création de l'esprit d'entreprendre chez les jeunes et la promotion de l'entrepreneuriat social sont devenues, de nos jours, un vecteur décisif dans toutes les politiques du développement économique aussi bien dans les processus de création des richesses et d'emploi à l'échelle régional. Au Maroc, l'entrepreneuriat est traité comme l'un des principaux axes stratégiques de développement régional. Les modalités de promotion de son secteur viennent officiellement d'être lancées et les initiatives relatives à la création des PME et des TPE ont réellement vu le jour.

L'objectif de la présente réflexion consiste davantage à démontrer la relation entre l'entrepreneuriat social et le développement régional. Pour ce faire, nous abordons dans un premier temps la notion du développement régional et ses spécificités. Ensuite, nous mettons l'accent sur l'importance de l'entrepreneuriat social et son rôle dans le succès de ce type du développement. Finalement, nous accordons une importance particulière aux actions

concrètes implantées par les pouvoirs publics marocaines et les acteurs de l'économie sociale et solidaire en vue de promouvoir le secteur de l'entrepreneuriat.

1. Développement régional durable : réussite de la culture entrepreneuriale

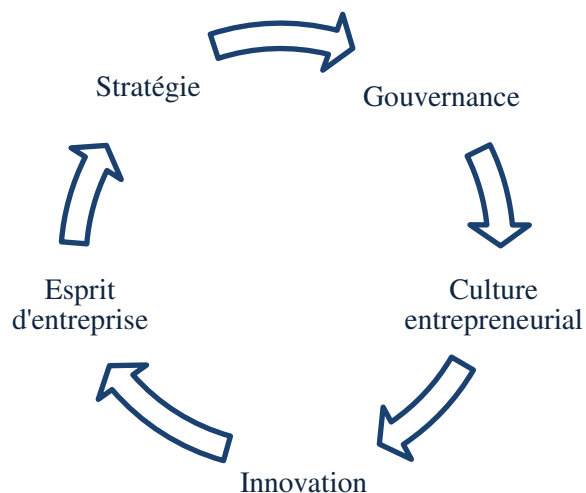
Depuis la signature de l'Agenda 21 par 173 pays, lors du sommet de la Terre de Rio en 1992, le développement durable est devenu pour les gouvernements des pays développés - également pour une fraction du monde des affaires - un enjeu stratégique à part entière dans les processus d'évolution comportant une dimension individuelle (développement de l'homme) et une autre collective (développement des groupes sociaux et de la population d'un territoire)¹. Mais, avec le retour du « régionalisme », l'étude du développement et de la politique régionale sont revenus au centre de ces modèles de croissance, notamment, des systèmes de création de richesse et d'emploi.

Par définition, le développement régional est un processus de mobilisation d'acteurs, visant à valoriser la diversité des ressources héritées, produites ou émergentes sur un territoire régional pour améliorer le bien-être de sa population. Ce processus s'appuie sur la construction de représentations, de règles et d'indicateurs communs de ses évolutions et de son environnement (Derycke, 1992). Pour plus de précision, le développement régional a été principalement abordé à travers la vision d'ensemble issue des Modèles territoriaux d'innovation (MTI) et particulièrement des modèles régionaux d'innovation (MRI)² (Frank Moulaert et Abid Mehmood, 2008). Des modèles caractérisés davantage par : la dynamique d'innovation, la volonté du gouvernement et des institutions, la vue du développement régional, la confiance et la réciprocité, l'interaction social, les types de relations entre les acteurs, la coopération et la synergie, l'emploi des ressources endogènes, la formation de la communauté et de la reproduction sociale. La figure suivante présente les éléments les plus essentiels dans le système du développement régional.

¹ Assurer l'éducation primaire pour tous, l'équité et l'égalité entre hommes et femmes, la réduction de la mortalité infantile, l'amélioration de la santé maternelle, la création des entreprises, la sécurité alimentaire, bien-être des individus et des familles, l'instauration de modes de consommation et de production viables, la mise en valeur des ressources humaines et la garantie du respect pour tous des droits de l'homme, de réduction des inégalités et de réponse à la précarité ... ;

² Expression générique ou nom de famille désignant entre autres : district industriel, nouveau espace industriel, milieu innovateur, « région apprenante », etc. ;

Figure n°1 : Système de développement régional



***Source** : figure confectionné par nos soins.*

En effet, la région au sein de laquelle émerge plus fortement le territoire, apparaît comme institution centrale de la gestion territoriale, institution dont les acteurs deviennent de plus en plus des opérateurs des projets territoriaux³. Cependant, le défi posé aux acteurs par la gestion territoriale, crée un contexte de changement rapide qui, pour y faire face, implique la mise en œuvre de nouvelles normes, des modes de gouvernance et un nouveau management régional contre-nature du modèle classique. Pour Erick Leroux (2012), la dynamique de la gestion territoriale reflète le passage d'une action publique centralisée et descendante⁴ à des formes d'action plus ouvertes et horizontales, engageant davantage d'institutions locales, administrations publiques, entreprises privées, acteurs associatif et groupes ou communautés de citoyens dans l'élaboration des normes, au niveau de territoires émergents.

D'ailleurs, l'engagement des entreprises leur obligent de s'orienter - au-delà des intérêts financiers des actionnaires - vers l'intérêt général et les valeurs sociales. Comme le rappelle J.-B. Zimmerman (2008)⁵, « à l'origine, le territoire n'a pas d'existence propre au cœur de la théorie économique. (...) Mais très vite, cette approche ne suffit plus (...). La préoccupation des dirigeants d'entreprise en quête de cet engagement, ne consiste pas à maximiser un profit à long terme, mais de solliciter par voie de conventions, de négociations, de compromis et de proximité l'équilibre significatif entre les différentes parties prenantes et

³ Le désengagement très clair de l'État a favorisé le passage des contrats de plan État-régions aux contrats de projet État-régions ;

⁴ Principalement définie aux sommets de l'Etat et ensuite déclinée localement ;

⁵ Cité par Christian Defélix *et al.* (2013) ;

leur finalité ». Pour ce faire, l'orientation entrepreneuriale pourrait donner des pistes pour l'action et augmenter significativement l'engagement de la PME dans le développement territorial durable (Jean-Marie Courrent et Martine Spence⁶).

En effet, l'idée que la culture entrepreneuriale pourrait être à l'origine des processus de développement territorial est apparue assez récemment dans la littérature et fait l'objet de plusieurs travaux récents dont la majorité concerne la thématique de l'entrepreneuriat sociale.

2. L'entrepreneuriat social : concilier l'économique et le social

L'entrepreneuriat social est-il un atout, un facteur clé de succès du développement régionale durable ? Permet-il à une économie de « devancer ses concurrents et maintenir son avance dans le temps » ? Est-il un moyen pour gagner l'innovation sociale ? Qui sont les promoteurs du mouvement ? Explorant la thématique de l'entrepreneuriat social à partir d'une perspective spécifique du développement durable, cette partie vise, en réponse à ces questions, à démontrer l'esprit et le sens profond de l'entrepreneuriat social : concilier l'économique et le social⁷.

Si le mouvement de l'entrepreneuriat et de création des entreprises, notamment les PME et les TPE, n'ont pas nouvelles, l'émergence des demandes sociales et de nouveaux objectifs pour ces entreprises à travers l'introduction de la thématique du développement régional durable (Reynaud, 2006) ont entraîné un regain d'intérêt pour son étude. La raison est que le mouvement apparaît pour les décideurs régionaux comme l'un des instruments de régulation permettant de valoriser l'ensemble des ressources régionales (principalement les ressources locales) et de créer, ou de maintenir des emplois stables, générés par les entreprises (Florence Noguera *et al.* 2015).

En se fondant sur la définition générale de « l'entrepreneuriat social » comme le processus dynamique par lequel certains individus nommés « entrepreneurs sociaux » créent et développent des organisations sociales capables de primer les objectifs de maximisation de profit ou d'autres considérations stratégiques individuelles, on peut en déduire que ce phénomène a probablement toujours existé dans l'histoire de l'humanité. Cependant, des spécificités de changement en entrepreneuriat se produisent et le mouvement des avancées

⁶ Cité par Amélie Jacquemin et Cécile Chanut-Guieu. (2014) ;

⁷ L'objet revient à la volonté de l'Etat à soutenir et mobiliser les acteurs économiques et associatifs, partager l'innovation technologique, diffuser les connaissances et les compétences, participer davantage à l'intérêt collectif, améliorer leur utilité sociale, voire contribuer à plus de démocratie ;

théoriques sur le sujet n'a pas cessé de se développer au fil de temps. Le concept de l'entrepreneuriat social, en vue de cela, donne lieu à de nombreux développements⁸ concernant sa définition. Le tableau ci-dessus regroupe certaines définitions significatives et récapitulatives du concept de l'entrepreneuriat social.

Tableau n°1 : Notion et significations de l'entrepreneuriat social

Auteurs	Définitions et significations
Florence Noguera <i>et al.</i> , (2015)	Le projet de l'entrepreneuriat prend appui sur des compétences locales détenues par différentes parties prenantes. Loin d'une simple agrégation de compétences, une coordination et une intégration au niveau territorial s'impose.
Jacques-Henri Coste et Dominique-Anne Michel, (2013)	Entreprendre « autrement » pour changer le monde , tel est le credo des entrepreneurs sociaux qui cherchant à concilier viabilité économique – considérée comme une contrainte – et projet d'intérêt général – considéré comme l'objectif premier.
François Labelle <i>et al.</i> (2012) ⁹	La compréhension de l'entrepreneuriat social peut se faire selon une double approche, soit par les finalités ¹⁰ ou bien encore par les valeurs ¹¹ .
G.D. O'Neill et al., (2009)	C'est un « processus de création d'entreprise qui lie les activités des entrepreneurs à la réalisation d'objectifs créateurs de valeurs liées au développement local durable, soit aux systèmes sociaux et environnementaux »
Sophie Boutillier, (2009)	L'entrepreneur social est ainsi généralement défini comme un entrepreneur qui privilégie des objectifs sociaux sur des objectifs lucratifs . Dans ces conditions, l'entrepreneur est qualifié de social parce qu'il investit dans des secteurs d'activité ainsi qualifiés , et

⁸ La littérature économique et de gestion évoque deux visions de la définition de l'entrepreneuriat social. Une vision européenne mettant en exergue l'entreprise sociale et une vision plutôt américaine, où l'entrepreneur social, innovant et agent du changement, est au centre de la réflexion ;

⁹ Les auteurs évoque la définition de l'entrepreneur durable pour souligner la relation entre l'entrepreneuriat social et le développement durable ;

¹⁰ Les actions de l'entrepreneuriat (l'entrepreneur durable) se résument aux intersections de trois sphères d'activités visées par le développement durable ; l'économie, l'environnement et le social ;

¹¹ Un entrepreneur altruiste est celui qui pense aux autres, désire changer le monde et apporter l'intérêt pour le collectif. A cet égard, il maîtrise la découverte, la création et l'exploitation des opportunités économiques Présentes par le marché pour créer des biens et des services futurs qui soutiennent l'environnement naturel et/ou communautaire permettant un gain pour les autres ;

	non parce qu'il a placé l'intérêt général.
Marie Josée Bernard, (2006)	Apparaît comme source de résilience . plus de faire émerger et soutenir des compétences entrepreneuriales ¹² sur un territoire, les actions de l'entrepreneuriat social encouragent l'insertion des jeunes et la recréation des actions solidaires pour aider les territoires à éviter la fuite des populations notamment des compétences les plus importantes pour qu'ils puissent survivre et se perpétuer.
Boltanski E. et Chiapello E. (1999)	le rôle de l'entrepreneuriat social est évalué à partir de son utilité au regard de l'intérêt général . Plus précisément, on peut se demander quelle faille vient combler l'entrepreneuriat social face au chômage chronique et ce que l'on peut raisonnablement en attendre en matière de réduction des inégalités et de réponse à la précarité .

***Source** : tableau confectionné par nos soins.*

Au regard de ces significations, il paraît clairement que les définitions et les objectifs accordés à l'entrepreneuriat social renvoient aux logiques d'action des acteurs de l'économie sociale et solidaire et aux modes de partenariats élaborés entre eux. En fait, pour les pouvoirs publics, l'entrepreneuriat social peut être une des solutions aux défaillances de l'Etat en matière de protection sociale (chômage chronique, exclusion, pauvreté, vieillissement de la population, réduction des dépenses de l'Etat). Pour les acteurs de la société civile, l'entrepreneuriat social peut représenter une action d'autonomisation et de changement politique permet d'établir de nouveaux partenariats sociaux. Finalement, pour les entreprises peut offrir de nouvelles niches de marchés ou un développement naturel d'investissements socialement responsables (Huybrechts Benjamin, Nicholls Alex, Mouchamps Hugues, 2012).

3. Modalité de promotion et dispositifs de soutien : cas du Maroc

¹² L'ensemble des ressources matérielles ou immatérielles, individuelles ou collectives, activables d'un milieu donné, fondées sur des coopérations, des complémentarités et des spécialisations, permettant de créer de la valeur sur un territoire pour l'ensemble des parties prenantes » (Defelix C et Mazzilli., 2009. Noguera et al., 2013) ;

Devant la complexité des problématiques et les difficultés à répondre aux enjeux sociétaux¹³, chacune des parties prenantes de la société est difficilement apte de répondre seule à ces besoins. L'économie sociale et solidaire, inclut des formes plus collectives d'entrepreneuriat qui peuvent relever des défis dans le cadre de partenariats gagnant-gagnant, qu'aucun de ces acteurs n'aurait pu résoudre seul. En fait, au cours de ces dernières décennies, la promotion de l'entrepreneuriat social a représenté un vecteur fondamental dans toutes les politiques de développement économique. Les Etats, les ONG et ainsi que l'ensemble des acteurs socio-économiques dans le monde entier sont parfaitement conscients, tout d'abord, de l'importance de la création des entreprises - particulièrement les PME et les TPE- en suite d'élaborer entre les différents acteurs des relations de proximité¹⁴ permettent la création des synergies, le maintien de la cohésion territoriale, la restitution de la mobilisation collective. L'objectif est d'atteindre des cibles partagées de développement, assurer la croissance économique et créer de l'emploi.

Au Maroc, les pratiques de la politique entrepreneurial sont encore jeunes. Elles se limitent dans quelques programmes publics et privés incitatives visant principalement à réduire les contraintes réglementaires et administratives qui pèsent sur l'activité entrepreneuriale, faciliter l'accès des PME aux financements et à la technologie, promouvoir la formation à l'entrepreneuriat qu'elle soit scolaire ou professionnelle. Bref, cette partie mis l'accent sur les principales mesures mises en place pour promouvoir, par la création des entreprises, l'entrepreneuriat social. On cite ;

- La régionalisation avancée : comme le souligne plusieurs politiques ; sans régionalisation, l'économie sociale et solidaire restera limitée. Empruntée comme solution assurant la répartition des pouvoirs et des compétences, cadre démocratique permettant aux citoyens de prendre en main directement leurs problèmes pour accompagner les mutations des régions et les dynamiques que produisent leurs territoires¹⁵, mode de gouvernance basé sur l'autonomie et la collaboration entre la région et le gouvernement, la régionalisation avancée permet aux régions de devenir

¹³ Pauvreté, problèmes de santé, de mobilité, de logement, d'exclusion sociale et financière, atteintes à l'environnement, réchauffement climatique, etc. ;

¹⁴ Proximité géographique, culturelle, organisationnelle, économique et institutionnelle ;

¹⁵ Grace à l'émergence d'une nouvelle élite politique en mesure de rétablir la confiance et la crédibilité dans les institutions représentatives de l'Etat ;

« le niveau de droit commun pour mettre en œuvre les politiques publiques territoriales et assurer leurs adaptations aux espaces » (cité par Tarik ZAÏR¹⁶) ;

- Les centres régionaux d'investissement : considérés comme l'un des principaux mécanismes que les pouvoirs publics mis en place pour développer l'investissement à l'échelon régional, les CRI ont pour principal objectif la simplification des formalités liées à l'investissement, notamment les projets des petites et moyennes entreprises, de l'artisanat, de l'habitat, du tourisme, des secteurs industriels. Leurs prérogatives sont ; l'aide à la création d'entreprise, l'assistance aux projets d'investissements, le maintien et développement des investissements existants et l'amélioration de l'attractivité de la région aux investissements dans les secteurs à forts potentiel ;
- Instauration du programme de création de TPE « MOUKAWALATI » : c'est un programme qui accompagne les jeunes promoteurs avant la création de leurs entreprises, les soutenant lors de son démarrage et les accompagnants¹⁷ pendant l'année qui suit son ouverture. En plus d'améliorer les conditions financières¹⁸ du programme, l'Etat a pu fédérer autour de lui plusieurs intervenants engagés dans la promotion de l'entrepreneuriat, comme les Chambres de Commerce, d'Industrie et de Services, les Centres Régionaux d'Investissement, les banques, les associations de microcrédit, les universités, l'OFPPPT et l'ANAPEC ;
- Programmes de formation universitaires à l'entrepreneuriat : Les établissements de l'enseignement supérieur public et privé se sont efforcés de proposer des formations en adéquation avec cette nouvelle opportunité. A cet égard, l'enseignement des spécificités de l'ESS et de l'entrepreneuriat social fait parties des programmes niveau Bac+3 et les formations Bac+5. Les cours sur les thématiques de l'entrepreneuriat, l'introduction à l'Entrepreneuriat Social, le management des coopératives, le marketing associatif, la GRH entrepreneuriale (ou territorialisée) sont proposés et lancés dans certaines universités et grandes écoles ;
- Constitution du CAPEE (2015) : conçu pour favoriser la liaison entre ces membres et les acteurs locaux¹⁹, le collectif a pour objectif d'offrir à la communauté des ONG œuvrant pour l'éducation, l'entrepreneuriat, l'insertion professionnelle et

¹⁶ Professeur de droit public à la Faculté des sciences juridiques, Economiques et sociales – Rabat ;

¹⁷ A travers des formations managériales, commerciales, financières et techniques ;

¹⁸ L'Etat prend en charge les frais d'accompagnement du projet à hauteur de 10.000 Dhs, octroi une avance sans intérêt représentant un maximum de 10% du coût du projet limité à 15.000,00 Dhs (30.000 Dhs en cas de binôme) et se doit, également, de garantir 85% du crédit bancaire nécessaire à la réalisation du projet ;

¹⁹ Les institutions publiques, les établissements d'enseignement, les entreprises, les bailleurs de fonds, les regroupements organisés de la société civile, les médias et d'autres partenaires ;

l'employabilité, une structure permanente d'information, de bonnes pratiques, de partage d'expériences, de mutualisation des solutions et de concertation sur des questions d'intérêt commun ;

- Création du statut de l'auto-entrepreneur : adopté par l'Etat marocain en Novembre 2013, le statut est réservé davantage à des personnes qui opèrent dans l'artisanat et l'informel. Les étudiants particulièrement les lauréats de la formation professionnelle, les petites entreprises ayant un chiffre d'affaires ne dépassant pas les 500.000 DH et des prestations de moins de 200.000, les personnes à besoins spécifiques, les diplômés-chômeurs en milieu rural, les chômeurs sans qualification, les MRE ou encore les étrangers résidant au Maroc (en situation régulière) sont aussi ciblés²⁰. En effet, les auto-entrepreneurs n'ont pas besoin ni d'avoir un local professionnel pour créer leurs entreprises ni de présenter leurs bilans comptables à l'administration fiscale, profitent d'une réduction fiscale de 1 % du CA pour les activités industrielle, commerciale et artisanale 2% pour les prestations de services, ne sont pas redevables aux services fiscaux s'ils ne réalisent pas de CA pendant l'année de leurs inscriptions...

Conclusion

En tant qu'événement économique et social, l'entrepreneuriat est au cœur de l'actualité du développement régional durable. Sa promotion est devenue un vecteur fondamental dans toutes les politiques économiques et sociales des gouvernements. En tant que champ interdisciplinaire, l'entrepreneuriat s'est aujourd'hui durablement établi au sein du monde académique et est au centre des préoccupations d'une importante communauté scientifique (chercheurs en sciences politiques, économistes, chercheurs en gestion, psychologues, sociologues, chercheurs en sciences de l'éducation...).

Si l'acte entrepreneurial est une affaire de personne reposant sur les valeurs et les croyances de l'entrepreneur lui-même, et sur la confiance aussi dans ses compétences et surtout dans les résultats de son effort et son investissement, l'entrepreneuriat social est une affaire de chercheurs, de porteurs de projets, et de politiques. Il est souligné dans cet article, comme l'engagement et la contribution des organisations et des entreprises en particulier dans des projets territoriaux. Il est, aujourd'hui, un vecteur d'objectifs sociaux désirables résultant d'une construction sociale des acteurs - toutes les parties concernées qui ouvrent au local - et

²⁰ Par Amine ATER. (2015), « Auto-entrepreneur: Un statut à large spectre », L'économiste, Édition N°:4642 ;

d'une action globale²¹ arrangée dans un esprit de coopération et de mutualisation ; « travailler ensemble », « reconnaître le partage » et « décider collectivement ».

²¹ Action envisagé dans plusieurs directions, notamment au plan social et environnemental ;

Références bibliographiques

- Amélie Jacquemin, Cécile Chanut-Guieu, Guillouzo, Raymond (dir.). (2014), « Entrepreneuriat, développement durable et territoires. Approches contextualisées », Paris, Hachette Supérieur, Revue de l'Entrepreneuriat (Vol. 14), n° 4, P. 117-123 ;
- Amine ATER. (2015), « Auto-entrepreneur : Un statut à large spectre », L'économiste, Édition N°: 4642 ;
- Boltanski E. et Chiapello, E. (1999), « Le nouvel esprit du capitalisme », Gallimard, Paris ;
- CHAMAC, A., FROMAGE, C. (2006), « Le capital human » Ed.Liaisons ;
- Christian Defélix et al. (2013), « Élargir la gestion des ressources humaines aux dimensions du territoire : quelles réalités derrière les discours ? », Management & Avenir, vol. 1, n° 59, P. 120-138 ;
- DEFELIX C., MAZZILLI I. (2009), « De l'individu au territoire, la longue marche de la gestion des compétences », Gestion des compétences, nouvelles relations, nouvelles dimensions, Vuibert, P.197-209 ;
- DERYCKE P.-H. (1992), « Espace et dynamiques territoriales », Paris, Économica ;
- Elen Riot. (2013), « À l'école de l'entrepreneuriat social. Quatre initiatives pédagogiques dans l'enseignement supérieur », Entreprendre & Innover, vol. 1, n° 17, P. 24-34 ;
- Erick Leroux. (2012), « Le SCOT : un outil de Management public territorial au service du développement durable des territoires ? », Gestion et management public, Vol. 1, n°1, P. 38-52 ;
- Florence Noguera et al. (2015), « Management des compétences entrepreneuriales territoriales. Résultats d'une enquête exploratoire de terrain », Recherches en Sciences de Gestion, vol. 3, n° 108, P. 25-46 ;
- François Labelle et al. (2012), « Déterminants de l'entrepreneuriat durable : Quelques constats auprès d'étudiants universitaires », La Revue des Sciences de Gestion, vol. 3, n° 255-256, P. 23-30 ;
- Frank Moulaert, Abid Mehmood. (2008), « Analyser le développement régional. De l'innovation territoriale à la géographie de - dépendance du sentier - », Géographie, économie, société, Vol. 10, n° 2, P. 199-222 ;

- <http://www.casablanca.ma/crpce> ;
- <http://www.maroc.net/dossier/gov000011.html> ;
- <http://www.mcinet.gov.ma/mciweb/intilaka> ;
- <http://www.mcinet.gov.ma> ;
- http://www.tanmia.ma/rubrique.php3?id_rubrique=141&lang=fr ;
- Huybrechts Benjamin, Nicholls Alex, Mouchamps Hugues. (2012), « Entrepreneuriat social : définitions, ressorts et défis », Management des entreprises de l'économie sociale et solidaire, Bruxelles, De Boeck Supérieur, «Méthodes & Recherches», URL : www.cairn.info/management-des-entreprises-de-l-economie-sociale-e-9782804170912-page-89.htm;
- Jacques-Henri Coste, Dominique-Anne Michel. (2013), « Éditorial. De quoi l'Entrepreneuriat social est-il le nom ? », Entreprendre & Innover, vol.1, n° 17, P. 5-7 ;
- Reynaud E. (2006), « Le développement durable au cœur des entreprises : pour une approche transversale du développement durable », Dunod, Paris ;
- Sophie Boutillier. (2009), « Aux origines de l'entrepreneuriat social. Les affaires selon Jean-Baptiste André Godin (1817-1888) », Innovations, vol. 2, n° 30, P. 115-134 ;
- Tarik ZAÏR. (2015), « Les enjeux de la régionalisation avancée », », L'économiste, Edition N°: 4597.